

Le Canada fait partie du Commonwealth, tout comme la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud et tous les autres pays qui sont membres de cette association de nations.

Nous avons parfaitement le droit de nous rencontrer avec ces pays, maintenant, dans le dessein de trouver un mode de salut mutuel dans le domaine du commerce.

La politique actuelle de laisser-faire qu'adopte le Gouvernement ne permet pas de faire face aux problèmes de l'heure. Cette politique nous a coûté cher dans le passé et nous devrions agir dès maintenant, avant que le problème du commerce ne prenne des proportions dangereuses.

La carrière du Gouvernement est semée d'incidents où une intervention jugée nécessaire a été retardée jusqu'à ce que la situation ait empiré au point que la réaction publique commandait des mesures énergiques. Cela s'est produit dans le cas de:

(1) L'épizootie de fièvre aphteuse dans l'Ouest canadien;

(2) La vente de passeports illégaux par des fonctionnaires du ministère de l'Immigration. La chose a été mentionnée pour la première fois en public il y a un an quand le ministre a promis d'y voir. On n'est intervenu que ces derniers mois et même encore l'étendue de la corruption n'a pas été divulguée.

Cette politique de laisser-faire est bien évidente dans le cas du commerce. Nous perdons nos marchés d'exportation au point que même le ministre des Finances (M. Abbott) l'a reconnu franchement, lorsqu'il a dit le 1^{er} février dernier,—ainsi que l'a publié le *Star* de Toronto en date du 2 février,—que les marchés extérieurs du Canada ont tellement fléchi que les ventes de matières premières, comme celles qu'a demandées au Canada le comité de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord établi avant la conférence de Lisbonne, sont essentielles à l'obtention des dollars dont le Canada a besoin pour équilibrer son commerce avec les États-Unis.

Cette politique de laisser-faire, que le Gouvernement suit jusqu'à ce que la situation devienne tellement grave qu'elle explose, pour ainsi dire, à sa face et jusqu'à ce que l'opinion publique le contraigne à agir, est appliquée présentement à propos du commerce d'exportation du Canada. Nous perdons nos débouchés traditionnels et le rythme de ces pertes s'accélère de mois en mois. Non seulement cet état de choses cause du chômage dans certaines régions du pays, mais un grand nombre de nos principales industries sont menacées. Nos producteurs au premier degré se demandent avec une vive inquiétude où ils pourront trouver des débouchés pour

[M. Charlton.]

écouler la récolte de cette année. D'autres industries, comme celle de l'exploitation forestière, de la fabrication des étais de mine et de produits connexes, font déjà flotter les signaux de détresse; mais le Gouvernement, qui est le grand responsable, ne semble en faire aucun cas.

Le 12 mars, le très honorable M. Howe a fait une déclaration très peu satisfaisante à la Chambre des communes, lorsqu'il a dit qu'une conférence commerciale du Commonwealth n'était pas nécessaire puisqu'il y avait eu à Londres, en janvier, une conférence des ministres des Finances du Commonwealth.

Tout d'abord, le ministre des Finances qui représentait le Canada à cette conférence a laissé entendre, à tort ou à raison, qu'il y assistait surtout comme observateur, le Canada étant le seul pays du Commonwealth appartenant à la zone du dollar, et la réunion ayant pour objet d'étudier une crise particulière à la zone sterling.

Par ailleurs, il s'agissait d'une conférence de ministres des Finances tenue sans l'avis des experts en matières commerciales qui auraient pu être consultés par les pays représentés.

On devrait convoquer une conférence commerciale du Commonwealth afin d'examiner certaines questions commerciales, de débloquer certaines voies commerciales existantes, d'en créer de nouvelles pour répondre à l'expansion actuellement en cours dans le Commonwealth, et non afin de répondre à certaines préoccupations du ministre des Finances.

Si le Commonwealth a une signification c'est bien que nous pourrions siéger tous ensemble à une conférence afin de passer en revue l'ensemble de la situation commerciale telle qu'elle a évolué depuis la guerre. Trop d'années précieuses ont été gaspillées sans que des mesures appropriées soient prises alors même que nos débouchés se fermaient.

L'accord conclu entre la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada à propos du bœuf est un pas accompli dans la bonne direction, mais cela ne suffira pas à écouler les excédents que nous aurons certainement cette année.

Il est donc urgent que le Gouvernement fasse tout en son pouvoir pour tenter de rétablir notre position antérieure sur le marché du Royaume-Uni. Bien qu'il ne convienne pas que nous profitons des malheurs d'une nation-sœur du Commonwealth, s'il est vrai qu'il se produira une sécheresse extraordinaire en Australie, il serait peut-être à l'avantage mutuel du Royaume-Uni et de notre